



## *Casa África – Opportunités d'affaires*

### **République de Gambie**

Après la transition politique de 2016, la croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 6,6 % en 2018, grâce à la reprise de l'agriculture, du tourisme, de la construction et du commerce. En 2019, il devrait diminuer de 5,4 % en raison d'une mauvaise gestion budgétaire et de retards dans le versement de l'aide budgétaire. D'ici 2020, le PIB devrait s'établir à environ 5,1 %, grâce, en plus de ce qui précède, au financement extérieur pour l'énergie et les routes, ainsi qu'à l'impulsion donnée au commerce par l'ouverture récente du pont transgambique. L'inflation a diminué en raison de la stabilité des taux de change, d'une forte offre alimentaire et de la baisse des prix des matières premières. Le déficit des comptes courants s'est creusé sur la période 2015-2018 en raison de la dépendance du pays à l'égard des importations de denrées alimentaires et de combustibles, mais en 2019, il a été comblé par l'amélioration des services nets, des flux de capitaux privés et des envois de fonds. L'assainissement budgétaire a permis de réduire le déficit budgétaire à 4,1 % du PIB en 2019, mais les niveaux élevés de la dette publique et la marge de manœuvre budgétaire limitée qui en a résulté maintiennent la pauvreté au point mort et le chômage à un niveau élevé.

La Gambie est confrontée à des défis majeurs en matière d'énergie et d'infrastructures. L'agriculture a un potentiel, mais n'a pas contribué à la réduction de la pauvreté, car la majorité de la population rurale travaille dans l'agriculture de subsistance. Cependant, les investissements dans la modernisation du port de Banjul sont très importants pour le commerce et les nouvelles opportunités qui en découlent, comme le transport de produits pétroliers liquides importés vers l'intérieur du Sahel, en plus de la création d'emplois.

Il s'agit d'une petite économie très ouverte et, compte tenu de ses caractéristiques, elle pourrait bénéficier d'une intégration commerciale régionale plus poussée de la zone de libre-échange continentale africaine et de l'adoption d'une future monnaie unique, car ses principaux partenaires commerciaux sont des pays africains. Sa balance commerciale est déficitaire ; ses principaux fournisseurs en 2016 étaient la Côte d'Ivoire, le Brésil et l'Espagne, et ses principaux clients étaient la Guinée Bissau, le Vietnam et le Sénégal. En ce qui concerne les exportations, les semences et les plantes industrielles se distinguent, suivies par les céréales et les produits de boulangerie. En ce qui concerne les importations, les plus importantes en 2016 sont les carburants et les huiles minérales, suivies des céréales, des graisses et huiles animales et du sucre. Le déficit commercial du pays est soutenu par les recettes des exportations de services, en particulier les transports et le tourisme, l'un des plus grands contributeurs à l'économie.

Les défis auxquels le pays est confronté comprennent la faiblesse des capacités institutionnelles et la lenteur des progrès en matière d'assainissement budgétaire, ce qui pourrait entraîner une réduction de la confiance du secteur privé et des versements de l'aide au développement promise, sapant ainsi l'investissement et la croissance. L'importance de la dette publique et le passif des entreprises publiques en particulier ne laissent guère de place à l'expansion du crédit du secteur privé. D'autre part, les tarifs de l'électricité sont élevés et le coût de sa production reste vulnérable aux chocs des prix du pétrole et des devises. Enfin, des programmes de formation sont nécessaires pour améliorer l'employabilité, car peu de personnes reçoivent une formation.

AEO: <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020>

ICEX: <https://www.icex.es/icex/es/navegacion-principal/todos-nuestros-servicios/informacion-de-mercados/paises/navegacion-principal/el-mercado/estudios-informes/DOC2018793120.html?idPais=SN>